

<https://fr.trenddetail.com/aujourd/49275.html>

“Malaise avec de telles tendances” – .

*Nadine Today 23 days ago REPORT*

***Ce monument historique est l'histoire. Image : Hejnjahns, CC BY-SA 4.0***

La Lettonie a supprimé un monument aux soldats soviétiques de la Seconde Guerre mondiale. Comment cela doit-il être noté ? Trois questions à l'historien Ulrich Schneider.

Monsieur Schneider, à Riga, un mémorial à l'Armée rouge pendant la Seconde Guerre mondiale a été démantelé. La raison invoquée était qu'il s'agissait d'un symbole de l'occupation russe de la Lettonie.

Ulrich Schneider : Le monument dans sa forme actuelle a été érigé à l'occasion du 40e anniversaire de la victoire dans la “Grande Guerre patriotique” en mai 1985. Il était et est un symbole de la libération des républiques baltes de la barbarie fasciste et n'a aucun lien avec l'intégration de des États baltes à l'URSS après 1945.



*Dr Ulrich Schneider est historien et secrétaire général de la Fédération internationale des résistants (FIR) – Association des antifascistes*

Cependant, puisque dans le récit historique actuel du gouvernement letton, la victoire militaire sur les occupants allemands n'est pas définie comme une libération mais comme le début d'une « occupation russe », de leur point de vue, un tel monument n'est bien sûr plus acceptable.

Nous assistons depuis de nombreuses années à la réécriture de l'histoire et aux attaques contre ce monument en Lettonie. La large commémoration sociale du « Jour de la Victoire » a été massivement entravée par l'administration lettone.

Cette année, elle s'est même permis la honte que les nombreuses fleurs et compositions qui y ont été déposées à la mémoire des libérateurs aient été jetées sur le site de compostage par le service de nettoyage de la ville dès le lendemain.

Cela correspond à la manipulation de la mémoire historique, qui est particulièrement évidente dans la redéfinition des collaborateurs lettons, qui ont travaillé dans la division SS lettone, entre autres, en tant que « héros de la liberté de la Lettonie ».

Pendant de nombreuses années, les vétérans des unités SS et leurs amis politiques ont défilé à Riga en mars à l'occasion de la fête nationale lettone. Les protestations contre cette glorification des SS sont réprimées par le pouvoir d'État – au mépris de toutes les règles démocratiques.

Bien que même l'Institut Simon Wiesenthal de Vienne, ainsi que des antifascistes lettons, aient protesté contre un tel révisionnisme historique, le compte rendu officiel a dénoncé les actions comme « dirigées par la Russie ».

Ils n'ont pas hésité à passer outre les libertés civiles. Par exemple, en 2018, une délégation d'antifascistes allemands qui souhaitaient participer aux manifestations sociales contre la marche des SS s'est non seulement vu refuser l'entrée en Lettonie, mais les participants qui étaient entrés dans le pays ont été emmenés de force dans des bus internationaux et sous la surveillance policière a de nouveau été accélérée hors de Lettonie.

Ce qui était effrayant dans le processus, ce n'était pas seulement le mépris des libertés européennes, mais aussi le mutisme total du gouvernement fédéral et de la Commission européenne face à une telle suspension des règles de l'Union européenne.

Dans le même temps, des tentatives ont été faites pour établir cette vision SS banalisante de l'histoire dans d'autres pays également. Le gouvernement letton a veillé à ce qu'un mémorial révisionniste historique, la « ruche lettone », soit érigé à Zedelgem, en Belgique, sur un site de camps d'internement alliés, en tant que mémorial banalisant et glorifiant les volontaires SS lettons qui y ont été internés.

En fait, de telles tendances de réinterprétation de l'histoire peuvent être observées non seulement en Lettonie.

*Ulrich Schneider : Comme le montre l'exemple belge, la révision historique et la redéfinition des images historiques peuvent être trouvées dans divers pays européens.*

*Rappelons-nous l'initiative du "Journal Bild" – cette année, avec la CDU de Berlin, le mémorial soviétique du Tiergarten de Berlin, le char qui a participé à la libération de Berlin, sera démantelé. Cependant, la prise de conscience prévalait toujours que la protection de ces*

monuments conformément aux traités internationaux devait être garantie par le gouvernement allemand.

*Cependant, lorsque les gouvernements suspendent ces lois par des décisions parlementaires, comme en Estonie et en Pologne, alors les vannes sont grandes ouvertes à « l'iconoclasme ». En Pologne, ces attaques contre les lieux de mémoire et de mémoire sont justifiées par la « décommunisation ».*

*Il ne s'agit pas seulement d'une nouvelle vision nationaliste polonaise de l'histoire, mais aussi de la criminalisation des symboles communistes, qui bien sûr ne se limite pas aux signes, mais vise également les militants et les organisations.*

*Nous avons des réglementations juridiques similaires dans divers pays d'Europe centrale et orientale qui, sous prétexte de « combattre le totalitarisme communiste », procèdent à des révisions historiques nationalistes.*

*Dans la foulée, les représentants de ces États – soutenus par la majorité de droite au Parlement européen – ont également réussi à impliquer le niveau européen dans leur « lutte contre le totalitarisme ».*

Il y a des années, le Parlement européen a officiellement déclaré que le 23 août était une « Journée du souvenir » – mais en fait personne n'était intéressé, même si des ressources financières considérables affluent vers les institutions de « recherche sur le totalitarisme ».

En septembre 2019, les révisionnistes historiques ont réussi un coup d'État politique en adoptant ces interprétations historiques erronées et ces positions révisionnistes historiques sous la forme d'une résolution politique sous le titre positif « L'avenir de la mémoire européenne ».

Le fait qu'une note annexe contienne également des critiques sur la réinterprétation des collaborateurs SS en « héros de la liberté » nationale n'a servi qu'à calmer la faction socialiste et social-démocrate, mais n'a en rien changé le contenu de cette scandaleuse résolution.

Quelles sont les réactions politiques ?

*Ulrich Schneider : Au niveau européen, le malaise politique face à de telles tendances à l'oubli de l'histoire est bien visible. C'est probablement la première fois que le président du Parlement européen – malheureusement décédé – David Sassoli voit officiellement son vote pour la résolution de septembre 2019 changé en « rejet ».*

*Les forces politiques, et pas seulement les organisations d'anciens combattants, à travers l'Europe ont clairement pris position contre cette politique et mobilisent les gens contre la suppression des monuments, comme à Prague lorsque les autorités de la ville ont dévoilé un monument en l'honneur du maréchal soviétique Konev, qui a aidé les troupes qui ont commandé la libération d'Auschwitz et de Prague.*

***En Belgique, une large alliance sociale a réussi à retirer de l'espace public le monument glorifiant les SS (la « ruche lettone »).***

*Lorsque les monuments commémoratifs soviétiques ont été souillés et profanés au printemps 2022 dans le contexte du conflit sur la guerre d'Ukraine des Pays-Bas à la Grèce – et aussi dans le parc de Treptower à Berlin – il y a eu une telle protestation que les sites commémoratifs ont été rapidement restaurés.*

Néanmoins, renforcée par les évolutions idéologiques depuis le début de la guerre, elle reste un défi majeur contre la réécriture de l'histoire et la suppression des monuments soviétiques, qui dans l'oubli complet de l'histoire sont réinterprétés comme des monuments « russes », parfois même comme des « symboles » de l'occupation russe ». développer une résistance. La FIR avec ses associations membres dans 25 pays européens et Israël s'est engagée contre elle.

(Harold Neuber)

Tags: Malaise avec telles tendances